



LE BRÉSIL DE DILMA ROUSSEFF

Frédéric Louault

(Doctorant au CERI)

Sans surprise, la candidate soutenue par Lula, Dilma Rousseff, s'est facilement imposée au second tour de l'élection présidentielle brésilienne dimanche 31 octobre 2010. Elle a obtenu 56% des suffrages, devançant de douze points le candidat de l'opposition, José Serra.

En termes de géographie électorale, le choix de Dilma Rousseff est un vote de continuité et de reconnaissance. Elle obtient des résultats très proches de ceux de Lula en 2006, lorsqu'il avait été élu pour un second mandat. Ses bastions électoraux se situent dans les zones les plus pauvres du pays (nord-est et nord). Elle a par exemple recueilli 80% des suffrages dans l'Etat d'Amazonas, 79% dans le Maranhão, 77% dans le Ceará (où Lula avait obtenu respectivement 86%, 84% et 82%). Dilma Rousseff réalise, toujours comme Lula, ses moins bons résultats dans les régions du centre-ouest et du sud du Brésil, plus développées et dynamiques. On note par ailleurs une forte corrélation entre le vote pour Dilma Rousseff et la géographie de la redistribution¹. Ainsi, la candidate du Parti des travailleurs (PT) a été plus performante dans les zones ayant le plus bénéficié des programmes sociaux (comme la Bourse famille).

¹ Voir la carte interactive des résultats électoraux par région sur le site O Globo (avec une comparaison entre les résultats de Dilma Rousseff et ceux de Lula en 2006) : <http://g1.globo.com/especiais/eleicoes-2010/noticia/2010/10/veja-mapa-da-apuracao-para-presidencia-estado-por-estado.html>

Dilma Rousseff prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 2011. La succession s'annonce tranquille entre le populaire Lula (80% d'opinions favorables fin octobre 2010) et celle qui fut la coordinatrice de son gouvernement d'avril 2005 à mai 2010. Les indicateurs économiques sont au vert, la pauvreté recule inexorablement, les Brésiliens semblent avoir retrouvé confiance dans leur potentiel. Le Brésil est sur les bons rails ; Dilma Rousseff reprend « simplement » le volant en route. Malgré son manque d'expérience électorale, elle connaît bien les rouages de la politique. Pour son premier discours en tant que présidente, elle a revendiqué l'héritage de l'ère Lula, inscrivant ses futures actions dans la lignée des orientations politiques actuelles.

Continuité économique d'abord. Dilma Rousseff s'est engagée à poursuivre une politique économique rigoureuse, soulignant que la maîtrise de l'inflation restait une priorité absolue pour le Brésil. La présidente a également annoncé qu'elle limiterait les dépenses courantes de l'Etat, simplifierait le fonctionnement de l'administration publique et améliorerait la qualité des services publics (dont la justice, l'enseignement et la santé, points noirs du bilan de Lula). Continuité au niveau social ensuite. Si Dilma Rousseff parvient à maintenir la croissance économique, les programmes de redistribution devraient être approfondis. Les 12,6 millions de familles bénéficiant actuellement de la Bourse famille auraient ainsi droit chaque année au versement d'un treizième mois d'allocation. De même, le salaire minimum devrait atteindre 260 euros (600 reals) à la fin de son mandat en 2014. Sous Lula, il est passé de 87 euros en 2002 (200 reals) à 219 euros (510 reals) en 2010. Continuité en matière de politique extérieure enfin. La stratégie d'affirmation internationale du Brésil sera développée. Dilma Rousseff, qui a accompagné Lula à Séoul pour le sommet du G 20 (11 et 12 novembre 2010), a annoncé sa volonté d'œuvrer en faveur d'une profonde réorganisation du système financier international et pour le développement du multilatéralisme.

Mais si la présidente veut asseoir son *leadership* politique, affirmer son autonomie vis-à-vis de Lula et marquer le Brésil de son empreinte, ce programme de continuité ne sera pas suffisant. Il lui faudra faire preuve d'initiative politique. Première femme à diriger le Brésil, Dilma Rousseff a d'ores et déjà appelé de ses vœux une féminisation de la vie politique, donnant à sa victoire une dimension symbolique. La tâche est ardue tant le Brésil est en retard sur ce plan : le nouveau Congrès compte moins de 10% de femmes. La nouvelle présidente devra également mettre en œuvre des réformes que Lula n'a pas réalisées au cours de ses deux mandats. Les chantiers ne manquent pas : réformes fiscale, agraire, électorale (financement des campagnes, mode de scrutin), réforme de la sécurité sociale et de la santé, etc. Pour s'attaquer aux structures inégalitaires de l'économie et de la société brésiliennes, Dilma Rousseff dispose *a priori* d'une marge de manœuvre plus importante

que son prédécesseur. Elle pourra s'appuyer sur une majorité qualifiée des trois cinquièmes au Congrès, situation inédite depuis le retour du Brésil à la démocratie en 1985. Les partis qui soutiennent le gouvernement possèdent 60% des sièges de la chambre des députés (311 sur 513) et 63% de ceux du Sénat (51 sur 81), soit une majorité suffisante pour permettre une révision de la Constitution indispensable pour engager les réformes les plus importantes.

Derrière ce tableau favorable, la réalité s'annonce toutefois plus complexe. Le Parti des travailleurs ne contrôle que 17% des sièges au Congrès. Composée de dix partis politiques, la coalition qui le soutient est aussi hétérogène qu'instable, spécificité du présidentielisme de coalition brésilien. Dès le lendemain du second tour, les négociations pour la composition du prochain gouvernement ont occupé tous les esprits. Les différents partenaires ont chacun fait part de leurs revendications ministérielles que les trente-sept portefeuilles existants ne suffiront cependant pas à combler... Force centrale du jeu politique, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) du vice-président Michel Temer (et de l'ancien président José Sarney) est l'allié le plus gourmand. Rassemblement de leaders locaux sans réelle cohérence idéologique, le PMDB a participé à tous les gouvernements depuis le retour du pays à la démocratie. Fort de ses 79 députés (il est le deuxième parti de la chambre des députés) et de ses 20 sénateurs (première formation du Sénat), contrôlant cinq des vingt-sept. Le Parti des travailleurs ne devra pas non plus négliger les autres partis que sont le Parti socialiste brésilien (PSB) (41 sièges à la chambre des députés et 6 Etats), un allié historique de la formation au pouvoir ; le puissant Parti démocratique du travail (PDT) (28 sièges) ou encore l'imprévisible Parti républicain (PR), héritier du Parti libéral (41 sièges). Paradoxalement, les principales difficultés ne devraient donc pas venir de l'opposition, fragilisée par les élections de 2010, mais bien des formations alliées. Pour pouvoir gouverner, Dilma Rousseff devra faire de nombreuses concessions. Il lui faudra surtout faire preuve d'une grande finesse politique. Les enjeux de pouvoir et de gouvernabilité sont importants et il sera donc intéressant de suivre au cours des mois à venir la distribution des postes, l'évolution des rapports de force et la gestion des alliances.

La présidente sera d'abord jugée sur la réponse qu'elle apportera à cette question : parviendra-t-elle à contenter l'ensemble des demandes et à résister aux pressions politiques internes ? Si Lula est connu pour ses talents de négociateur, nul ne sait si Dilma Rousseff possède cette même qualité de diplomatie. Car contrairement à ce qu'a martelé l'ancien président tout au long de la campagne électorale, Dilma Rousseff n'est pas Lula. Et il serait incongru de parier sur une totale continuité politique tant le contraste est frappant entre lui et

sa dauphine. En termes de trajectoire personnelle ou de style politique, les deux personnages sont très différents. Lula et Dilma Rousseff s'opposent même sur quasiment tous les plans.

	Lula	Dilma Rousseff
Genre	Homme	Femme
Origine sociale	Pauvre, rurale	Moyenne, urbaine, intellectuelle
Année de naissance	1945	1947
Région de naissance	Nordeste	Sudeste
Ville de naissance	(Caetés, Pernambouc)	(Belo Horizonte, Minas Gerais,)
Niveau d'études	Primaire	Doctorat (non achevé)
Profession	Ouvrier métallurgiste	Economiste
Adhésion au PT	Précoce (1980)	Tardive (2001)
Expérience politique	Electorale/Partisane (PT)	Administrative/Partisane (PDT, PT)
Style politique	Fort charisme	Faible charisme
	Terrain/contacts	Bureau/dossiers
	Négociation/Coopération	Confrontation

Réalisation : F. Louault (2010)

Bien moins charismatique que le tribun Lula, Dilma Rousseff est parfois considérée comme un *picolé de chuchu* (sorbet sans saveur), terme utilisé au Brésil pour caractériser des gouvernants compétents mais dépourvus de charisme. Elle manque d'expérience électorale : à 62 ans, elle ne s'était encore jamais frottée au suffrage universel. Collaboratrice efficace, c'est davantage une technicienne qu'une politique. Très dépendante de la personnalité et de la popularité de Lula, la présidente aura besoin de temps pour s'imposer. Loin d'être la marionnette dépeinte par certains de ses opposants, elle cherchera sans doute à affirmer son propre style et à faire de sa différence un atout. Comment sans décevoir succéder à un Lula érigé en mythe vivant ? Question d'autant plus cruciale que la candidate a dû beaucoup promettre durant la campagne électorale. Dilma Rousseff saura-t-elle répondre aux demandes des plus pauvres sans se mettre à dos les élites sur lesquelles s'appuie la croissance de l'économie brésilienne ? Parviendra-t-elle à maintenir les équilibres macro-économiques tout en résolvant les contradictions sur lesquelles repose la politique de croissance mise en place par Lula ? La politique commerciale, par exemple, dépend largement de l'agro-business exportateur, dont la stimulation est difficilement compatible avec le respect de l'environnement et la réforme agraire. Saura-t-elle enfin

contenir d'éventuelles manifestations d'insatisfaction en cas de récession conjoncturelle, voire de surchauffe économique ? Malgré l'euphorie conjoncturelle, l'héritage de Lula pourrait s'avérer un peu encombrant...

Dès janvier 2011, les talents d'équilibriste de Dilma Rousseff seront mis à l'épreuve. Mais Lula, qui l'a faite reine, a également installé quelques filets de sécurité. Dans l'ombre, il conservera une influence décisive dans la gestion des affaires nationales. Les Brésiliens sont d'ailleurs préparés à une transition en douceur : « Je frapperai à la porte [de Lula] dès que cela sera nécessaire et je sais que celle-ci sera ouverte », a annoncé la nouvelle présidente le soir de sa victoire.